



PENSER, AGIR AUTREMENT EN DÉMOCRATIE
& INVENTER UN FUTUR DÉSIRABLE POUR TOUS

le pacte civique



► Bulletin du collectif Lyon- Rhône # juin 2019

Editorial : Une année compliquée

Un an déjà depuis la parution du bulletin n°19 de notre collectif local, autant dire ... **une éternité** ! Comment démêler tous les événements que nous avons observés et auxquels nous avons, à des degrés divers, participé ?

Exercice difficile, que nous aborderons de manière un peu naïve, en commençant par ce qui nous a déçu, choqué ou inquiété : la **situation internationale** d'abord, lourde de menaces. Au niveau national, des **fractures** qui peinent à se résorber. Les mesures injustes de début de quinquennat n'ont pas été suffisamment corrigées. La politique du logement est notoirement insuffisante. La **fiscalité écologique**, élément indispensable de la lutte contre le changement climatique, a été renvoyée aux calendes, suite à l'irruption des **Gilets jaunes**, expression légitime des difficultés d'une partie importante de la population ; mais aussi séquence inquiétante, où les dérapages et les refus de dialogue furent nombreux, réprimés de manière excessive par un pouvoir peu sûr de lui, qui se traduit finalement par la remise en selle d'un **populisme régressif**. Et cette réponse étreinte faisant de la réduction de l'impôt sur le revenu la priorité des années à venir !

Mais heureusement, l'actualité des mois écoulés ne se réduit pas à cet inventaire préoccupant. De manière imparfaite et paradoxale, **la démocratie a progressé**, à travers des consultations bien menées comme celle sur la [programmation pluriannuelle de l'énergie](#), conclue en septembre 2018, et, bien sûr, le processus tout à fait inédit du [Grand débat national](#), qui a révélé l'appétence inattendue d'une partie de la population pour la délibération et la citoyenneté. Des déceptions bien sûr, à l'issue de ce processus, mais quelques mesures bienvenues et la prolongation, indispensable, du débat sur les grands thèmes de la transition écologique et de la décentralisation. Et puis, comment rester indifférent à la **mobilisation** impressionnante de la jeunesse en faveur du climat, et aussi à l'initiative des [66 propositions](#) du [Pacte du pouvoir de vivre](#), dont le Pacte civique est partie prenante, qui s'engage pour un dialogue social retrouvé et élargi ? Enfin, la forte mobilisation de la société civile en faveur du **vote aux élections européennes** du 26 mai, à laquelle nous avons également [contribué](#), se trouve récompensée par un taux de participation inespéré.

Et le Pacte civique, dans tout ça ? Présent, et influent, à la mesure de sa taille modeste ; avec toujours la même approche : **aider au discernement** par une analyse dépassionnée mais exigeante (les travaux du groupe 3 de notre collectif en fournissent un bon exemple ; voir les analyses pages 2 et 3), privilégier le long terme en s'appuyant sur les valeurs de plus en plus partagées de **fraternité** et de **sobriété** (voir page 2) ; agir avec nos partenaires, récemment ceux du laboratoire de la fraternité, de manière plus continue ceux des **Places de la République** (voir pages 3 et 4) où d'autres projets nous attendent, en particulier la déclinaison lyonnaise du [Pacte du pouvoir de vivre](#). Ainsi tentons-nous de **faire notre part**, dans la construction - enthousiasmante - d'un avenir désirable, pour tous !

La première assemblée des membres actifs du Pacte Civique s'est tenue à Lyon



Pacte civique

Les 2 et 3 mars s'est réunie à Lyon l'**assemblée des membres actifs** du Pacte civique. Cette nouvelle instance est désormais prévue dans le cadre de la nouvelle gouvernance, mise en place en 2018, afin de rendre plus démocratique notre fonctionnement. Sans être formellement une association selon la loi de 1901, le fonctionnement de notre collectif cherche à s'en rapprocher.

L'assemblée avait donc pour objet de travailler sur les orientations et les perspectives et de les valider, et d'élire les coordinateurs et différents membres de l'équipe de coordination générale.

Elle a également été l'occasion de présenter les bilans et perspectives des différents ateliers (démocratie - OCQD, emploi, fraternité, sobriété, Europe) et des collectifs locaux.

Une quarantaine de personnes ont participé à ces échanges, dans les locaux du CISL, boulevard des Etats-Unis. Quant au collectif lyonnais, il a plus particulièrement pris en charge les parties conviviale (dîner dans un bouchon) ou culturelle (visite du musée urbain Tony Garnier) de cette assemblée...

16 mai : Journée de la FRATERNITE

Connaissez-vous le [Labo de la fraternité](#) ?

Ce collectif qui regroupe une trentaine d'organisations, et dont le Pacte civique est l'un des initiateurs, veut mettre en valeur depuis plusieurs années des initiatives qui agissent pour plus de fraternité au quotidien.

Il publie chaque année un [baromètre de la Fraternité](#), et propose de faire du 16 mai **une journée française de la Fraternité**, comme une déclinaison de la "Journée internationale du Vivre ensemble" lancée par l'ONU.



A cette occasion ont été organisés en France plusieurs "Diners en couleurs" pour créer un écho de Fraternité. L'idée est de rassembler lors d'une soirée joyeuse et festive des gens de tous milieux et de tous horizons lors d'un repas partagé gratuit et ouvert à tous.

A Lyon, le Pacte civique s'est associé à plusieurs organisations (Fraternité générale, Coexister, La Cloche, Entourage et Unis-Cités) pour lancer l'invitation à ce premier dîner en couleurs qui a réuni 70 personnes à l'Arche de Noé, un centre d'accueil de l'Armée du Salut dans le 7^{ème} arrondissement.

De riches contacts à poursuivre, et un rendez-vous pris pour recommencer l'année prochaine !

SOBRIETE : Le Pacte Civique aux Dialogues en humanité 2019



Après avoir largement "débroussaillé" le thème de la sobriété l'année passée, en échangeant autour de lectures de livres, d'articles, d'expériences militantes, nous nous sommes interrogés sur notre attitude personnelle, et sur la façon dont chacun de nous vivait cette injonction. Il nous a semblé utile de partager nos débats avec d'autres.

Austérité, partage, libération, gaspillage, bien vivre, choix, effort, utopie... Comment ces mots résonnent-ils pour vous avec l'idée de sobriété ? Etes-vous zéro déchet ? Pratiquez-vous le covoiturage ? Combien de fois par semaine mangez-vous de la viande ?

Le Pacte civique vous propose de venir échanger et partager autour de nos expériences personnelles de sobriété. Comment remettre en cause nos comportements peut-il nous aider à mieux vivre avec les autres ?

Nous animerons un atelier **le vendredi 5 juillet et le samedi 6 juillet, de 14h à 16h**, dans le cadre des prochains Dialogues en humanité, au parc de la Tête d'or.

Quelques analyses de l'action des pouvoirs publics

Le groupe 3 « interpellation des politiques » a été un gros contributeur à l'Observatoire Citoyen de la Qualité Démocratique en analysant les processus d'élaboration et le contenu de 3 politiques gouvernementales.

- **Loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et pour une alimentation saine, durable et accessible à tous.**

L'élaboration de cette loi avait bien commencé fin 2017 avec une large concertation des différents acteurs (agriculteurs, industriels, distributeurs, associations de consommateurs, ONG...) Très vite, certains participants ont dénoncé le poids des organisations professionnelles, puis le fait que les conclusions des différents ateliers n'aient pas été retenues par le gouvernement. D'où la question : une concertation, ça sert à quoi ? Le travail parlementaire a permis de montrer les objectifs de chaque assemblée. Le Sénat se préoccupait surtout des revenus des agriculteurs. L'Assemblée nationale a mis autant l'accent sur les conditions de vie des agriculteurs que sur les conditions d'une alimentation saine, mais dans une logique libérale sans contrainte. Ces débats ont été marqués par la polémique sur le glyphosate : inscrire ou non dans la loi son interdiction d'ici 3 ans. La crise sociale des gilets jaunes a conduit le gouvernement à décaler à début 2019 les ordonnances sur la vente à perte et les promotions qui risquaient de conduire à une hausse des prix.

Au total, la loi devait aboutir à **une plus juste rémunération des agriculteurs** : les négociations du premier trimestre 2019 montrent qu'il y a encore beaucoup de chemin à parcourir : si les filières « lait » et « pommes » ont décroché des hausses de prix (conséquence de la loi ou contexte favorable du marché international ?), ce n'est pas le cas des filières d'élevage. Quant aux mesures pour **une alimentation plus saine**, elles ne seront perceptibles qu'à partir de 2020.

• La Loi d'Orientation des Mobilités

Pour le gouvernement, il s'agissait de redéfinir une politique des transports qui permettent à tous les territoires d'être raccordés efficacement aux lieux de travail, d'éducation, de soins... Pour ce faire des Assises Nationales de la Mobilité se sont tenues fin 2017 et le Conseil d'Orientation des Infrastructures a proposé 3 scénarii d'investissements, 4 priorités pour répondre à l'urgence d'entretien des réseaux... Si cette phase préparatoire a été riche d'enseignements, elle a été quelque peu perturbée par la volonté du gouvernement de mener en parallèle la réforme de la SNCF pour permettre son ouverture à la concurrence en 2020 et par la décision du 80km/h sur tout le réseau routier (sujets non évoqués dans la phase préparatoire). Bref beaucoup d'incohérences dans la logique des réformes et une gestion du conflit SNCF très critiquable. En définitive, une loi reportée de mois en mois qui devrait être votée avant l'été 2019, soit plus de 18 mois après le lancement des Assises. Elle devrait mettre l'accent sur l'entretien des réseaux routiers et ferroviaires, sur une forte augmentation des investissements pour les transports du quotidien, sur un plan vélo, sur des aides à la mobilité, sur le développement de la voiture électrique et autonome.

• La politique énergétique

La volonté du gouvernement était de redéfinir une Programmation Pluriannuelle de l'Energie pour la période 2018-2023 et des objectifs pour 2028. Nicolas Hulot annonce en juillet 2017 le Plan Climat qui s'inscrit dans la droite ligne de l'accord de Paris sur le climat. La loi de finance 2018 prévoit la montée en régime de la taxe carbone (que nous payons de fait depuis 2014) et l'alignement complet de la fiscalité du diesel sur celle de l'essence. Parallèlement, au cours du 2ème trimestre 2018 un débat public est lancé pour la révision de la PPE. De l'ensemble de ces réflexions est ressortie la **confirmation d'un objectif de neutralité carbone en 2050**, ce qui suppose de réduire la consommation d'énergie, de tourner le dos aux énergies fossiles, de développer les énergies renouvelables. En même temps, il est prévu de réduire la part du nucléaire (mix électrique de 50% de nucléaire à l'horizon 2035). De nombreux chantiers ont été ouverts sur ces différents sujets pendant les 2 premières années du quinquennat, mais leur lisibilité est faible ; les moyens mis en œuvre restent insuffisants, le manque de cohérence entre ministères est critiquable et le gouvernement n'a pas su mobiliser l'ensemble de la société sur la nécessité d'un mode de vie plus sobre. Conclusion : les émissions de gaz à effet de serre sont reparties à la hausse et la crise des gilets jaunes a mis en évidence la **nécessité de lier transition écologique et justice sociale**.

N'hésitez pas à aller sur le site du Pacte Civique pour lire [le rapport de l'OCQD](#).

Notre contribution au Grand Débat public.

Nous avons participé avec le collectif **Places de la République** à l'organisation d'un débat le 9 mars à Villefranche. Les rapports des ateliers ont été mis en ligne sur la plateforme de GDN.

Après l'accueil d'environ 50 personnes et la présentation de la rencontre par Loïc, président du syndicat étudiants Gaelis, qui assurera l'animation de la séance, les participants se sont répartis en 4 ateliers, chaque atelier traitant des 2 thématiques : **Transition écologique et Fiscalité**.

Concernant la transition écologique, il est noté :

La nécessité de faire émerger un nouveau modèle économique pour lutter contre la surconsommation, l'obsolescence programmée et développer l'économie circulaire.

Les mutations que devra mettre en œuvre l'agriculture pour lutter contre la pollution des sols, de l'eau et pour favoriser les marchés locaux.

Les changements à apporter dans les mobilités : limiter la voiture, développer le vélo, imposer la règle des pollueurs payeurs (le kérosène des avions), coordonner l'habitat avec les transports (en commun).

Accélérer l'isolation thermique des habitations, avec des incitations financières.

Accélérer le développement des énergies renouvelables.

Sur la fiscalité

- Plus de transparence et de lisibilité : comprendre et suivre à quoi servent nos impôts
- Plus d'équité sur les différents territoires, et une redistribution plus juste.
- Retraites : rétablir l'indexation sur l'inflation, ainsi que la ½ part des veufs.

Les élections européennes du 26 mai 2019

Des réunions débats organisées avec les Places de la République

Dans la continuité des Consultations citoyennes pour l'Europe 2018, les Places de la République (Maison des Européens, Union des Fédéralistes européens, UTI CFDT, Club Convaincre, Pacte civique, Forum réfugiés, GAELIS/FAGE étudiants) ont organisé 2 soirées débat à l'occasion des élections européennes.



Pour répondre à la méconnaissance sur les questions européennes, une 1^{ère} réunion d'information le 5 avril a permis d'expliquer les actions concrètes de l'UE. Sylvie GUILLAUME, Vice-présidente du Parlement européen (PS), Thiebaut WEBER, Confédération européenne des syndicats (CES) et Marc AUGOYARD, expert européen (Conseiller municipal Lyon UDI) ont apporté des éclairages complémentaires sur nos 3 thèmes.

Pour la **mobilité**, ont été rappelés la montée en puissance et l'élargissement du dispositif Erasmus+, la mobilité des travailleurs et le nouveau statut des travailleurs détachés, le besoin d'avancer ensemble sur la question des migrants.

Pour l'**Europe sociale**, le socle européen des droits sociaux propose 3 réformes sur les conditions de travail, la protection sociale et l'équilibre vie privée/vie professionnelle. La *garantie jeunes* permet un accompagnement social des jeunes chômeurs. Une meilleure coordination des politiques nationales apparaît nécessaire.

Pour la **transition écologique**, la directive REACH depuis 20 ans encadre les produits chimiques. L'Europe s'est fixé des objectifs ambitieux pour la planète de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Nous avons besoin d'un plan ambitieux d'investissement dans le domaine de l'écologie et de l'énergie.



La soirée du 30 avril a permis une discussion entre les représentants des principales listes pour les élections européennes : Gaétan JUILLAT (les Républicains), François-Xavier PENICAUD (LREM/Modem), Grégory DOUCET (EELV), Thomas BONNEFOY (Place publiques PS), Jacques TERRENOIRE (Génération(s)).

Des éléments de convergence des propositions sont apparus : renforcement du sentiment d'appartenance à l'Europe des jeunes par élargissement d'Erasmus+, meilleure protection sociale des travailleurs, création de « géants européens » dans les secteurs d'avenir, priorité européenne à donner à l'écologie.

C'est sur le thème de la mobilité que les divergences sont les plus marquées : renforcement des frontières nationales, demandes d'asile traitées hors de nos frontières pour LR. Nécessité d'une meilleure intégration des migrants et augmentation de l'aide au développement (pays d'Afrique) pour les listes de l'écologie ou de la gauche. A noter plus de 100 participants pour chacune des 2 soirées et une forte implication des jeunes : animation par Luc ROSSETTI, Président de GAELIS, relai des débats et questions posées via Facebook Live.

Une soirée au Foyer protestant de la Duchère

Le Foyer Protestant a fait appel au Pacte civique pour animer une soirée sur l'Europe dans la perspective des élections européennes. En introduction à la soirée, pour permettre à chacun de sortir des clichés traditionnels et très critiques sur l'Europe, nous avons présenté un historique de la construction européenne avec ses succès, ses échecs et ses doutes, et exposé le fonctionnement de l'Europe à travers le rôle de chaque institution et le processus d'élaboration des lois et directives européennes. Puis la soixantaine de participants présents ont pu échanger par table de 8 sur 3 questions : **que nous a apporté l'Europe, quels problèmes nous pose-t-elle aujourd'hui, qu'attendons-nous de l'Europe pour demain ?** Utilisant la méthode de méta-plan avec post-its de couleurs différentes, nous avons pu faire émerger les thèmes dominants et présenter les réponses apportées par les principales listes européennes. La soirée s'est terminée par la présentation des enjeux du vote du 26 mai (quelle majorité au parlement ?) et par un appel du pasteur à aller voter. Comme toujours au Foyer protestant, ambiance chaleureuse et studieuse, salle réactive. Bref une bonne soirée !

Comparer les programmes électoraux des principales listes

Dans une première partie nous avons rassemblé les orientations majeures qui ressortent de l'analyse des programmes des listes : La République en marche, le Rassemblement National, les Verts, Les Républicains, La France Insoumise et Place Publique-parti Socialiste tels qu'ils figurent sur les sites internet de ces partis.

Dans une deuxième partie, nous avons comparé les propositions que font ces diverses listes sur les grands thèmes des politiques de l'Union Européenne à savoir : les institutions, les frontières et les mobilités, la défense, l'économie la finance et la fiscalité, l'Europe sociale, l'énergie et le climat, l'environnement et la politique agricole.

L'examen auquel nous nous sommes livrés révèle, entre les programmes des principales listes candidates, des conceptions différentes, des désaccords, mais aussi de nombreuses convergences.

Côté **désaccords**, les programmes **RN** et **LFI** se démarquent des autres sur le thème des institutions alors que celui des frontières sépare **RN** et **LR** des autres listes candidates.

On trouve des **convergences**, qui pourraient se traduire par des majorités parlementaires, sur les questions du statut des travailleurs détachés, de la promotion des Initiatives Citoyennes Européennes, sur le recours à la majorité qualifiée pour les sujets de politique fiscale et sociale, sur un protectionnisme vert aux frontières, sur la nécessité de remplacer le règlement de Dublin et sur les mesures de moralisation de la vie des institutions.

Nous sommes heureux que le collectif national ait utilisé, entre autres, ce [travail de comparaison](#) dans l'appel à voter qu'il a largement diffusé dans la semaine précédant l'élection.